

LA CHINE : PROCHAIN LEADER ECONOMIQUE DE L'ASIE ORIENTALE ?

Catherine FIGUIERE* et Laëtitia GUILHOT*

***Résumé** – Malgré la place grandissante de la Chine dans les relations économiques internationales, elle ne peut pas encore être considérée comme le leader économique de l'Asie Orientale. Son dynamisme doit être relativisé par son niveau de développement : la Chine reste un pays très en retard sur son voisin, le Japon, dont le rôle dans cette zone est encore considérable. Si la Chine a modifié la division régionale du travail en devenant la plate-forme d'exportation vers les pays tiers, un modèle de gravité analysant les flux commerciaux bilatéraux des pays est-asiatiques montre que la Chine y participe en volume au mieux en proportion de sa taille économique.*

Mots-clés : CHINE, ASIE ORIENTALE, LEADERSHIP, MODÈLE DE GRAVITÉ.

Classification JEL : C23, F15, O53.

Une première version de ce travail a fait l'objet d'une communication aux Journées scientifiques de l'Université du Sud Toulon-Var, organisées par le LEAD à Toulon, le 9 novembre 2007, La Chine : nouvelle puissance économique et scientifique ?

* LEPH (Laboratoire de la production et de l'intégration internationale) (UMR CNRS 5252), Université Pierre Mendès France de Grenoble.
Catherine.Figuere@upmf-grenoble.fr ; Laetitia.Guilhot@upmf-grenoble.fr.

INTRODUCTION

La Chine connaît une phase de croissance spectaculaire et durable depuis la fin du siècle dernier (10 % de croissance annuelle du PIB en moyenne sur cette période). La taille de son économie, l'accueil massif d'investissements directs étrangers (IDE), puis son adhésion à l'OMC, en font un acteur économique de premier plan sur la scène internationale. Désormais, certains n'hésitent pas à la considérer comme la future superpuissance (Aglietta et Landry, 2007). Par ailleurs, l'Asie Orientale¹ semble emprunter à son tour la voie de l'intégration régionale (Figuière et Guilhot, 2006b, 2007). Depuis la crise de 1997, on assiste en effet à l'instauration d'une coordination interétatique formelle. Il apparaît donc intéressant de se questionner sur la capacité de la Chine à jouer le rôle de leader économique dans cette zone. L'histoire a en effet montré que dans tout processus régional qui s'institutionnalise, un ou deux pays servent systématiquement de moteur (Siroën, 2000).

L'analyse montrera que, si les enjeux de la croissance chinoise dépassent très largement les frontières du pays et si cette croissance peut, à long terme, créer les conditions de son leadership régional, pour le moment, elle ne possède pas toutes les qualités requises pour être le moteur du processus. Dans le domaine de l'économie en particulier, il semble que le Japon, leader incontesté de la zone jusqu'au début des années 1990, conserve à ce jour un très net avantage. Il en va certes différemment dans les domaines militaires et diplomatiques, où la Chine possède d'indéniables avantages sur le Japon, mais ces aspects ne seront pas détaillés ici².

La littérature sur la question du leadership en Asie Orientale peut en effet être scindée en deux périodes. La première va jusqu'au milieu de la décennie 1990. Le Japon est alors considéré comme le « leader naturel » de la zone (Coseart, 1994, Figuière, 1997). Au cours de la période qui suit, caractérisée par la crise japonaise et l'ouverture de la Chine, l'hypothèse la plus fréquemment retenue est celle d'un leadership partagé entre la Chine et le Japon. Il semble désormais qu'une troisième phase soit en train de s'ouvrir où des travaux sur « la Chine superpuissance » commencent à voir le jour (Aglietta et Landry, 2007).

Afin d'étayer l'affirmation selon laquelle la Chine ne détient (pas encore ?) l'ensemble des « qualités » de « leader économique de la zone », une

¹ L'Asie Orientale regroupe ici les 13 pays de l'ASEAN + 3, à savoir les 10 membres de l'ASEAN (Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam) auquel viennent s'ajouter la Chine, la Corée du Sud et le Japon.

² Se référer notamment à Figuière et Guilhot (2006a). La démarche retenue permet d'interpréter les résultats économiques obtenus dans une grille d'analyse largement issue des problématiques de l'économie politique internationale (EPI). Cette dernière permet, notamment, d'intégrer les phénomènes de pouvoir et la dimension historique, à l'analyse économique. Cet éclectisme méthodologique (Gilpin, 2001) est caractéristique d'une grande partie des travaux référencés comme se situant dans le courant de l'EPI « critique » (voir Kebadjian, 2006).

première partie viendra rappeler les éléments qui font que l'économie chinoise reste à ce jour une économie en développement, très nettement « en retard » sur l'autre puissance régionale qu'est le Japon. La deuxième partie mettra en évidence le rôle pivot de la Chine dans un « commerce triangulaire » entre elle-même, l'Asie Orientale et les grands pays industrialisés. La troisième partie révélera enfin, sur la base d'un modèle de gravité, que jusqu'à maintenant, le dynamisme de l'économie chinoise n'a fait que lui permettre de prendre la place que lui confèrent sa taille et son niveau de développement.

1. LA CHINE : UNE ÉCONOMIE DYNAMIQUE... ENCORE EN DÉVELOPPEMENT

Malgré une forte croissance qui lui permet d'obtenir la deuxième place mondiale en termes de PIB calculé en parité de pouvoir d'achat (ou la quatrième place si le PIB est calculé en taux de change courant), la Chine demeure, en termes de niveau de développement, bien loin du Japon, première puissance économique de la région et deuxième sur le plan mondial. En PPA, le PIB par tête japonais en 2006 est près de quatre fois plus élevé (31866 dollars contre 8004) que celui de la Chine. Il est 18 fois plus élevé si les calculs du PIB sont réalisés en taux de change courants (34955 dollars contre 1944 en 2006). En termes d'indice de développement humain (IDH), alors que la Chine occupait en 2005 (dernier calcul disponible) le 81^{ème} rang mondial, le Japon se situait quant à lui au 8^{ème} rang (cf. Tableau 1), devant la France (10^{ème}) et les Etats-Unis (12^{ème}).

Le niveau élevé du taux d'ouverture de la Chine ($[(\text{Imp}+\text{Exp})/2]/\text{PIB}$) est bien celui d'un pays en développement (Blancheton 2004). En effet les analyses empiriques montrent qu'un pays développé de cette taille « devrait » révéler un taux d'ouverture beaucoup plus faible. Or, ce taux est passé de 11,5% à 21,1% entre 1985 et 1994, a ensuite diminué jusqu'en 1998 pour atteindre 15,9%, il a connu depuis une nouvelle phase d'accélération et s'élève à 31,8% en 2005. Le taux d'ouverture de la Chine est ainsi nettement plus élevé que celui des premières puissances économiques mondiales : les Etats-Unis (10,6%), le Japon (12%), ou encore l'Union européenne (15%) en 2005. Cette ouverture reste cependant bien moins importante que celle des économies extraverties est-asiatiques comme la Malaisie (97,3%) ou la Thaïlande (65,9%) en 2005, sans parler des petites économies comme Singapour (170%) ou Hong Kong (165,9%).

De plus, la croissance et l'ouverture ont entraîné un accroissement des fractures sociales en Chine. Certaines régions à l'intérieur du territoire sont largement exclues de cette expansion économique (Catin et Van Huffel, 2004). Cette marginalisation d'une partie de la population s'ajoute à la fracture entre les classes urbaines et les masses paysannes rurales, toujours démunies.

Par ailleurs, malgré son insertion dans le « circuit intégré asiatique », la Chine reste dépendante des technologies des entreprises investissant sur son territoire, japonaises notamment (Boulangier, 2006a). Les tentatives de

diversification de la Chine sont à relativiser dans la mesure où la part de la valeur ajoutée locale reste faible et n'atteint guère plus de 30% dans la production de vêtements et 40% dans celle de l'électronique grand public (Nicolas, 2005). En effet, la Chine ne possède pas encore d'avantages technologiques spécifiques³, même si le gouvernement chinois mène actuellement une politique visant à favoriser non seulement l'achat de composants en Chine par les industriels étrangers, mais aussi à développer des unités de recherche et de développement sur le territoire national. Si la Chine a dépassé le Japon en 2004 en nombre de chercheurs, elle reste largement derrière le Japon en termes de production internationale de brevet et de publication scientifique.

Tableau 1 : Quelques indicateurs du développement de l'Asie Orientale

	Population (2003) millions	PIB (2005)		IDH (2005)		PIB/tête (2005)	
		PPA Mds de \$	Mds \$ courants	Valeur	Rang	Rang	PPA \$
Brunei D.	0,4	9	9	0,871	30	36	19 210
Cambodge	13,5	35	6	0,583	131	122	2 423
Chine	1300	9412	2234	0,768	81	89	5 837
Corée du Sud	47,5	994	788	0,912	26	31	20 499
Hong Kong	6,9	233	178	0,927	21	12	30 822
Indonésie	217,1	977	281	0,711	107	113	3 609
Japon	127,7	3911	4567	0,945	8	18	29 251
Laos	5,7	13	3	0,553	130	134	1 954
Malaisie	24,4	291	131	0,805	63	57	10 276
Myanmar	49,5	94	12	0,581	132	158	1 027
Philippines	80,2	415	98	0,763	90	100	4 614
Singapour	4,2	123	117	0,916	25	21	28 077
Thaïlande	63,1	545	173	0,784	78	65	8 090
Viet Nam	82	252	51	0,709	105	118	2 745

Sources : Pour les données concernant l'IDH et la population, source PNUD (http://hdr.undp.org/en/media/hdr_20072008_fr_indictables.pdf). Pour les données concernant les PIB et PIB/tête, base de données World Economic Outlook Database du FMI, (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2006/02/data/index.aspx>).

Note : Taiwan n'est pas pris en compte.

La Chine se révèle également comme une économie fragilisée par les modalités de financement de son développement. La croissance chinoise se finance en interne par les emprunts des entreprises auprès des banques (120% du PNB, soit 1600 milliards de dollars de crédits à fin 2003, dont 20 à 40% de créances douteuses) et par l'endettement de l'Etat (90% du PNB). Le gros problème de ce financement par crédit bancaire réside dans la mauvaise gestion

³ Meyer (2006) souligne que « (la) complémentarité presque parfaite des échanges sino-japonais résulte du différentiel de développement des deux économies sur le plan technologique. Le Japon exporte vers la Chine des biens à fort contenu technologique et importe des produits de faible valeur ajoutée ».

du risque des banques d'Etat chinoises. En effet, « *les liens étroits entre les dirigeants des banques et les gouvernements locaux ont entraîné une pratique du crédit dirigé par les potentats locaux. Ce biais éloigne les banques de la culture du risque qui est le fondement du métier de banquier dans une économie de marché* » (Aglietta et Landry, 2007, p. 77-78). Néanmoins, depuis quelques années, les quatre grandes banques d'Etat, rassemblant plus de la moitié des dépôts et crédits, tentent de réduire leurs créances douteuses (Lemoine, 2006), entraînant, ainsi, une amélioration de leur gestion. Au niveau externe, la croissance se finance par les capitaux étrangers. De 1990 à 2003, son déficit de capitaux vis-à-vis de l'étranger a été multiplié par huit pour atteindre 650 milliards de dollars, soit 50% de son PNB. Cette dépendance financière est parmi l'une des plus élevées des pays en développement.

Toutefois, la Chine et le Japon détiennent à eux seuls 40% des réserves de change mondiales. En mars 2007, les réserves de change de la Chine s'élèvent à plus de 1200 milliards de dollars, dépassant celles du Japon (893 milliards). Les trois quarts sont libellés en dollars. L'accumulation de ces réserves rend la Chine vulnérable à une forte dépréciation du dollar qui entraînerait une perte en capital significative pour la banque centrale chinoise. La dépendance excessive de la Chine vis-à-vis de l'extérieur pourrait se révéler être un important handicap pour son économie. Néanmoins, la situation évolue, Gill et Huang (2006, p. 23) soulignent notamment que la Chine passe du statut de « pays receveur d'aide publique au développement », à celui de « donneur ».

En résumé, la Chine, en dépit de sa taille imposante, reste pour le moment un « pays en voie développement ». Son retard technologique et son « immaturité financière » notamment ne permettent pas encore de la considérer comme le leader économique potentiel de l'Asie Orientale. Le Japon, qui semble aujourd'hui retrouver une croissance (Flouzat, 2005 et Bouissou, 2007), tirée désormais par les « technologies du développement durable » (Aglietta et Berrebi, 2007, p. 245), conserve une avance économique. Par ailleurs, son rang dans l'économie mondiale et son revirement récent en faveur du processus régional (Boulangier, 2006b) en font un acteur incontournable pour le futur de la zone.

2. LA CHINE : PIVOT D'UN « COMMERCE TRIANGULAIRE »

Les « faiblesses » de l'économie chinoise, mentionnées précédemment, sont souvent négligées au bénéfice de sa rapide intégration à la régionalisation en cours en Asie Orientale. En s'ouvrant, la Chine a en effet pris une part active dans le processus régional. Les pays de la zone ont réorienté leurs échanges commerciaux vers la Chine, ce qui a grandement participé à la concentration des flux intra-régionaux. Les données du tableau 2 montrent que la hausse du poids des exportations et des importations intra-ASEAN+3 s'explique essentiellement, pour le Japon, la Corée du Sud et l'ASEAN, par la hausse du poids de la Chine dans leur commerce extérieur (phénomène déjà souligné par Zebregs dans son étude de 2004). Entre 1995 et 2005, par exemple, la part de la Chine dans les importations et les exportations japonaises est passée

respectivement de 10,7% à 21,1% et de 5% à 13,4%. L'essor économique de la Chine s'est ainsi accompagné d'une intensification des flux intra-régionaux.

Cette réorientation des flux intra-régionaux en faveur de la Chine s'est accompagnée d'une sensible modification de l'organisation productive en Asie Orientale. La Chine est devenue la plate-forme régionale d'exportation vers les pays tiers (Deblock et Constantin, 2004). Le commerce intra-asiatique s'est ainsi « triangularisé », laissant à la Chine le soin d'assembler les composants avant de réexporter le produit fini vers les Etats-Unis et l'Europe (Gaulier et alii, 2004 et 2005 ; Vanel et Hoyrup, 2005 ; Kim et Woo, 2007 et Nicolas, 2007).

Tableau 2 : Répartition des flux d'importation et d'exportation entre les pays est-asiatiques et leurs deux principaux partenaires commerciaux hors zone, les Etats-Unis et l'Europe (en %)

		Chine		Japon		Corée Sud		ASEAN		ASEAN+3		USA		UE (15)		Reste du monde	
		Imp	Exp	Imp	Exp	Imp	Exp	Imp	Exp	Imp	Exp	Imp	Exp	Imp	Exp	Imp	Exp
Chine	1995			22	19,1	7,8	4,5	7,5	7,0	37,3	30,6	12,2	16,6	15,2	12,1	35,3	40,7
	2005			15,2	11,0	11,6	4,6	11,4	7,3	38,2	22,9	7,4	21,4	10,2	16,4	44,2	39,3
Japon	1995	10,7	5,0			5,2	7,1	14,4	17,6	30,3	29,7	22,6	27,5	13,8	14,8	33,3	28,0
	2005	21,1	13,4			4,7	7,8	14,1	12,8	39,9	34	12,7	22,9	10,7	12,5	36,7	30,6
Corée du Sud	1995	5,5	7,3	24,1	13,6			7,1	14,3	36,7	35,2	22,5	19,3	12,9	11,5	27,9	34
	2005	14,8	21,8	18,5	8,5			10	9,6	43,3	39,9	11,8	14,6	9,8	13,0	35,1	32,5
ASEAN	1995	3,2	2,7	23,8	14,3	4,6	2,9	18,6	24,7	50,2	44,6	13,8	18,7	13,7	13,4	22,3	23,3
	2005	10,6	8,3	14,2	11,6	4,8	4,0	24,6	26,2	54,2	50,1	10,7	14,8	9,7	11,8	25,4	23,3
ASEAN+3	1995	5,7	3,8	15,3	8,8	4,6	4,6	14,0	17,9	39,6	35,1	17,8	22,2	13,8	13,6	28,8	29,1
	2005	10,4	8,6	11,3	8,0	6,4	4,7	15,7	14,3	43,9	35,5	10,3	19,1	10,2	13,7	35,6	31,7
USA	1995	6,3	2,0	16,5	11	3,2	4,4	8,4	6,8	34,4	24,2			16,9	19	48,7	56,8
	2005	15	4,6	8,2	6,1	2,6	3,1	6,0	5,5	31,8	19,3			16,9	18	51,3	62,7
UE (15)	1995	1,8	1,0	4,2	2,2	0,9	0,9	2,5	2,5	9,3	6,5	7,6	7,0	54,2	55,4	28,9	31,1
	2005	5,1	1,8	2,5	1,5	1,1	0,7	2,5	1,6	11,2	5,5	5,7	8,5	50,7	52,7	32,4	33,3

Source: calculs d'après FMI, *Direction Trade of Statistics Yearbook*, divers numéros.

Les écarts constatés entre les pourcentages d'importation et d'exportation intra-ASEAN, intra-ASEAN+3 et intra-UE reflètent les défauts d'enregistrement douanier et les failles des appareils statistiques de certains pays asiatiques.

Les données du Tableau 2 illustrent cette évolution de l'organisation productive intra-zone. D'un côté, les pays de l'ASEAN+3 recentrent leurs échanges sur la Chine, tout en perdant des parts de marchés sur les pays tiers, Etats-Unis et Europe en particulier. Ainsi, la part relative des exportations en direction des Etats-Unis diminue, entre 1995 et 2005, pour l'ASEAN, le Japon et la Corée du Sud. D'un autre côté, la Chine s'approvisionne de manière croissante sur le marché régional pour exporter vers des pays hors zone. Le fait que la Chine ait gagné des parts de marché aux Etats-Unis, alors que le reste de l'Asie Orientale en perdait un peu, le confirme. La part de la Chine dans les

importations américaines est ainsi passée de 6,3% à 15%, entre 1995 et 2005. Sur la même période, la part des importations américaines en provenance de l'ASEAN+3 a diminué de près de 3%, passant de 34,4% à 31,8%. Comme le souligne Deblock (2007), l'Asie Orientale possède une place prépondérante dans les échanges américains. Elle compte cinq des dix premiers partenaires commerciaux des Etats-Unis (par ordre décroissant : la Chine, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan et la Malaisie). L'essor de la Chine explique en grande partie ce phénomène. Depuis 2003, elle est le deuxième fournisseur des Etats-Unis, derrière le Canada mais devant le Mexique et le Japon.

Tableau 3 : Importations de la Chine par stade de production, en %, de 1995 à 2005

Importations	Japon	Corée Sud	Singapour	NPI 2	CLMV	Etats-Unis	UE (15)	Monde
Biens semi-finis								
1995	19,9	12,9	3,2	6,0	0,1	9,0	6,6	100
2000	18,7	15,9	1,5	7,2	0,2	7,1	7,4	100
2005	17,7	14,3	2,1	6,8	0,2	7,0	8,4	100
Pièces et composants								
1995	39,0	5,4	3,6	1,5	0,0	10,3	10,3	100
2000	25,8	9,0	3,1	9,0	0,0	8,8	8,8	100
2005	18,5	14,8	3,2	13,6	0,0	5,9	5,9	100
Biens d'équipement								
1995	23,9	3,8	2,1	0,5	0,0	14,7	31,6	100
2000	22,3	5,7	2,8	3,4	0,0	18,3	22,2	100
2005	18,4	12,5	2,6	7,1	0,1	9,4	18,3	100
Biens de consommation								
1995	23,3	6,5	1,1	8,6	2,1	9,9	15,5	100
2000	20,0	6,2	1,2	6,4	0,6	12,8	12,9	100
2005	16,3	6,6	3,1	6,3	0,9	10,4	19,5	100

Source : Calculs effectués à partir de la base de données du Comtrade des Nations Unies, disponible en ligne <http://comtrade.un.org/db/>

Légende : NPI 2 désigne les 4 grandes économies de l'ASEAN, à savoir l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande. Le sigle CLMV désigne les 4 économies les moins développées de l'association : le Cambodge, le Laos, le Myanmar (Birmanie) et le Vietnam.

La nature des échanges intra-asiatiques reflète par ailleurs l'intégration croissante de la Chine dans les réseaux régionaux de production (Hochraich, 2003 et Astier et Monet, 2004). Elle est devenue la plate-forme de réexportation d'un ensemble de biens dont les composants proviennent des pays est-asiatiques (Athukorola, 2008 ; Lemoine et Unal-Kesenci, 2002). Les entreprises est-asiatiques exportent des biens intermédiaires – « biens semi-finis » et « pièces et

composants » – vers des filiales ou usines implantées en Chine (cf. Tableaux 3 et 4)⁴.

Tableau 4 : Exportations de la Chine par stade de production, en %, de 1995 à 2005

Exportations	Japon	Corée Sud	Singapour	NPI 2	CLMV	Etats-Unis	UE (15)	Monde
Biens semi-finis								
1995	13,8	9,1	2,6	6,3	1,4	8,3	11,1	100
2000	12,2	7,2	1,8	4,9	1,7	13,6	12,2	100
2005	10,1	7,7	1,5	6,1	2,3	14,4	11,8	100
Pièces et composants								
1995	16,1	3,7	4,4	5,0	0,6	14,8	9,5	100
2000	14,9	4,6	5,6	6,3	0,4	15,9	11,5	100
2005	9,9	5,0	4,5	6,3	0,5	16,2	12,5	100
Biens d'équipement								
1995	12,4	1,5	4,0	3,9	1,8	22,4	14,0	100
2000	10,1	3,5	2,9	3,5	0,6	24,6	21,0	100
2005	8,3	2,9	2,3	3,3	0,5	24,9	20,3	100
Biens de consommation								
1995	22,7	2,0	1,5	1,5	0,5	21,3	12,0	100
2000	21,3	2,3	1,1	1,8	0,7	25,9	12,8	100
2005	13,8	2,7	1,0	1,8	0,3	27,2	17,0	100

Source : Calculs effectués à partir de la base de données du Comtrade des Nations Unies, disponible en ligne <http://comtrade.un.org/db/>

Légende : NPI 2 désigne les 4 grandes économies de l'ASEAN, à savoir l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande. Le sigle CLMV désigne les 4 économies les moins développées de l'association : le Cambodge, le Laos, le Myanmar (Birmanie) et le Vietnam.

En 2005, près de 42% des biens semi-finis et plus de 50% des pièces et composants importés par les entreprises implantées sur le sol chinois (entreprises à capitaux chinois ou étrangers) provenaient de la région est-asiatique. Les importations de « pièces et composants » en provenance des NPI 2⁵ enregistrent également une forte hausse depuis 1995. Comme le souligne Ravenhill (2006), les exportations chinoises à destination des marchés américains, européens et japonais, ont supplanté celles des pays de l'ASEAN. Mais ces pertes ont été compensées par une hausse des importations de composants de la Chine en provenance de l'ASEAN, notamment des NPI 2.

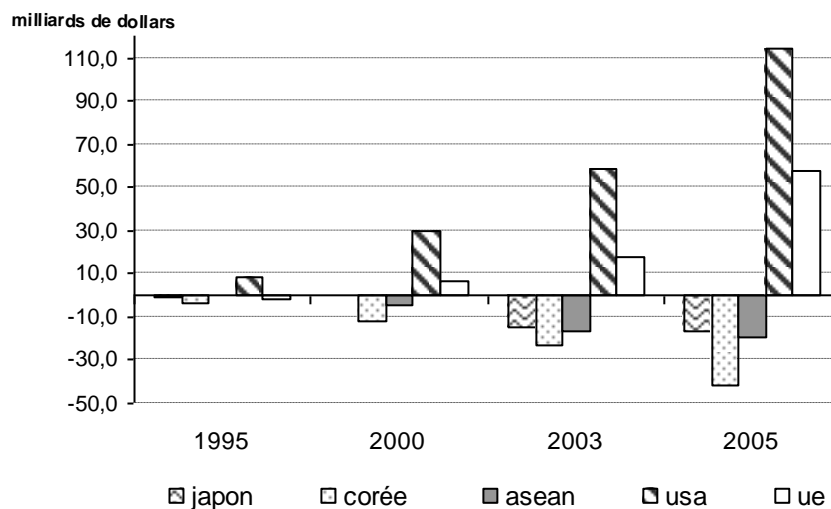
⁴ La classification par étape de production s'appuie sur celle réalisée par Gaulier et alii dans leur étude de 2006 sur la Chine et la réorganisation des flux commerciaux en Asie.

⁵ NPI 2 : Nouveaux Pays Industrialisés de deuxième génération. En Asie : Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande.

Une majorité des entreprises implantées en Chine assemble ces produits importés afin de les réexporter principalement vers les Etats-Unis et l'Union européenne, comme le confirment les données du tableau 4. En 1995, la Chine exportait 28,2% de ses biens de consommation vers les pays d'Asie de l'Est. En 2005, les exportations de ces biens vers la région s'élèvent à 19,6%, soit une baisse de 8,6 points. Sur la même période, les exportations chinoises de biens de consommation vers les Etats-Unis et l'Europe sont en constante augmentation et s'élèvent respectivement en 2005 à 27,2% et 17%. Les Etats-Unis dépassent ainsi le Japon depuis 2000 comme premier débouché des biens de consommation chinois. L'Union européenne à 15 devient aussi un lieu de débouché privilégié pour les biens de consommation chinois, devant le Japon.

La segmentation des processus productifs a ainsi intensifié les relations entre les pays de l'Asie Orientale, même si cette dernière a vu, par ailleurs, s'accroître l'asymétrie structurelle du commerce asiatique avec le reste du monde (Gaulier et alii, 2006).

Graphique 1 : Solde de la balance commerciale chinoise avec ses principaux partenaires commerciaux



Source: calculs d'après FMI, Direction Trade of Statistics Yearbook, divers numéros.

L'évolution du solde de la balance commerciale de la Chine avec ses principaux partenaires illustre bien cette asymétrie. L'accentuation du rôle de plate-forme de la Chine, au sein de la division régionale du travail en Asie, a tendance à creuser un déficit commercial chinois vis-à-vis des autres pays de la zone et un excédent commercial avec les pays occidentaux, Etats-Unis et Europe notamment (Renard, 2004). Le graphique 1 montre la croissance de l'excédent chinois vis-à-vis des Etats-Unis, qui atteint 114,4 milliards de dollars en 2005. Le déficit chinois vis-à-vis des pays asiatiques s'accroît également, notamment avec la Corée du Sud : 41,8 milliards de dollars en 2005.

Comme le souligne Nicolas (2007, p. 132), « *l'exposition (directe) réduite de l'Asie de l'Est par rapport aux Etats-Unis ne doit cependant pas tromper. La persistance d'une forte dépendance de la Chine vis-à-vis du marché américain et de ses fournisseurs asiatiques reflète l'existence d'un commerce triangulaire qui rend le reste de l'Asie Orientale très dépendant des marchés occidentaux (notamment américain). Dans ces conditions, la montée en force du commerce intra-asiatique n'est en aucune manière synonyme d'autonomisation de la région* ». Néanmoins la persistance des taux de croissance très élevés en Asie Orientale⁶ laisse présager une nouvelle phase de rattrapage des pays en développement ou émergents de la zone. L'élévation, à la fois du niveau de vie et du niveau de qualification de la main d'œuvre, pourrait constituer, à terme, un facteur d'accélération du « recentrage » de la zone par la demande finale et, ainsi, une moindre dépendance vis-à-vis de l'extérieur (Figuière, Guilhot et Simon, 2007).

Le recentrage des flux sur la Chine en Asie Orientale peut laisser supposer qu'elle joue un rôle central dans l'organisation des flux commerciaux intra-régionaux et plus largement dans la division régionale du travail, comme le Japon l'a fait dans les années 1980. Les résultats du modèle de gravité proposés à la section suivante viendront relativiser ces premières hypothèses formulées sur la base de l'analyse statistique. Ce modèle reposant sur les flux commerciaux bilatéraux des pays est-asiatiques montre en effet qu'aucune dynamique propre n'a été impulsée par la Chine. Cette dernière n'entretient pas des relations « plus que proportionnelles » à sa taille économique avec ses voisins d'Asie Orientale. L'ouverture de la Chine a certes modifié la division régionale du travail en devenant la plate-forme régionale d'exportation vers les pays tiers, mais elle n'a pas fait de la Chine un acteur régional ayant un poids « plus important que ce qu'il devrait être » compte tenu de la taille et du niveau de développement de son économie. Depuis son ouverture progressive au cours des années 1990, la Chine ne fait que « prendre sa place » dans les échanges internationaux et intra-régionaux.

3. L'ABSENCE DE BIAIS CHINOIS DANS LE COMMERCE ASIATIQUE

Dans la littérature, en complément ou non d'une analyse descriptive, le modèle de gravité est fréquemment employé pour mettre en avant les déterminants du commerce bilatéral et notamment le rôle du « biais régional » souvent illustré par l'appartenance à un accord régional (Frankel et Wei, 1998 ; Soloaga et Winters, 2001 ; Gaulier et alii, 2004 ; Mayer et Zignago, 2005 ; Jugurnath et alii, 2007...). Cette méthode est utilisée ici, non pas pour évaluer le poids d'un accord régional sur les flux commerciaux (aucun accord au sein de l'ensemble de la région n'a été signé pour l'instant (Figuière et Guilhot, 2007), mais pour évaluer les relations commerciales les plus déterminantes dans les

⁶ 10% pour la Chine, 6-7% pour les pays de l'ASEAN, et près de 4% pour la Corée du Sud, seul le Japon qui, bien que de retour sur un sentier de croissance, enregistre un taux modeste plus proche de ceux que connaissent ses homologues occidentaux, à savoir 2,5%.

échanges intra-asiatiques et, de manière spécifique, pour évaluer l'impact de la Chine dans les échanges est-asiatiques.

3.1. La méthodologie du modèle de gravité

Le modèle de gravité construit ici porte sur l'analyse des flux commerciaux (importations et exportations) des treize pays est-asiatiques (ASEAN+3) sur la période 1985-2005. Les deux modalités des flux d'échanges sont étudiées afin de voir si des différences apparaissent dans les coefficients des variables retenues. En effet, l'intégration de l'Asie Orientale se faisant davantage par l'offre que par la demande (dépendance de la demande extérieure à la zone pour le bouclage), il est envisageable que les coefficients des variables varient selon le type de flux.

L'équation du modèle de gravité est formulée de la manière suivante :

$$\text{Log}(1+X_{ijt}) = \beta_1 \text{Log}(\text{PIB}_{it}) + \beta_2 \text{Log}(\text{PIB}_{jt}) + \beta_3 \text{Log}(\text{Pibpc}_{it}) + \beta_4 \text{Log}(\text{Pibpc}_{jt}) + \beta_5 \text{Log}(\text{Dpibpc}_{ij}) + \beta_6 \text{Log}(\text{Distwces}_{ij}) + \beta_7 \text{Log}(\text{Rem}_{it}) + \beta_8 \text{Log}(\text{Rem}_{jt}) + \beta_9 \text{ADJ}_{ijt} + \beta_{10} \text{LangCom}_{ijt} + \beta_{11} \text{LangEth}_{ijt} + \beta_{12} \text{ASEAN}_{ijt} + \beta_{13} \text{Aptchn}_{ijt} + \beta_{14} \text{Aptjap}_{ijt} + u_{ijt}$$

$$\text{Log}(1+M_{ijt}) = \beta_1 \text{Log}(\text{PIB}_{it}) + \beta_2 \text{Log}(\text{PIB}_{jt}) + \beta_3 \text{Log}(\text{Pibpc}_{it}) + \beta_4 \text{Log}(\text{Pibpc}_{jt}) + \beta_5 \text{Log}(\text{Dpibpc}_{ij}) + \beta_6 \text{Log}(\text{Distwces}_{ij}) + \beta_7 \text{Log}(\text{Rem}_{it}) + \beta_8 \text{Log}(\text{Rem}_{jt}) + \beta_9 \text{ADJ}_{ijt} + \beta_{10} \text{LangCom}_{ijt} + \beta_{11} \text{LangEth}_{ijt} + \beta_{12} \text{ASEAN}_{ijt} + \beta_{13} \text{Aptchn}_{ijt} + \beta_{14} \text{Aptjap}_{ijt} + u_{ijt}$$

Où :

X_{ijt} représente les flux d'exportations du pays i vers le pays j ⁷,

M_{ijt} les flux d'importations du pays i en provenance du pays j ,

PIB_{it} le PIB du pays i mesuré en PPA⁸,

PIB_{jt} le PIB du pays j mesuré en PPA,

Pibpc_{it} le PIB par habitant du pays i mesuré en PPA,

Pibpc_{jt} le PIB par habitant du pays j mesuré en PPA,

Dpibpc_{ijt} l'écart de développement économique mesuré par la valeur absolue de la différence des PIB par habitant des pays i et j ,

Distwces_{ij} la distance géodésique entre les deux capitales pondérée par leur poids dans la population totale⁹,

Rem_{it} la variable éloignement ou *remoteness*¹⁰, représentant les occasions commerciales disponibles pour le pays i avec des pays autres que le pays j ,

⁷ Les données concernant les flux d'exportations et d'importations sont tirées de différents numéros du *Direction Trade of Statistics Yearbook* du FMI.

⁸ Les données concernant le PIB et le PIB par habitant des 13 pays ont été collectées sur le site du FMI dans sa base données World Economic Outlook Database, à l'adresse suivante <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2006/02/data/index.aspx>

⁹ Les variables (distance, contiguïté, langue officielle et langue ethnique) proviennent de la base de données du CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales) (<http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/distances.htm>). Libre d'accès, elle permet d'avoir des informations plus complètes et nécessaires à notre analyse que la base de données Haveman (www.Haveman.org).

Rem_{ijt} la variable éloignement ou *remoteness*, représentant les occasions commerciales disponibles pour le pays j avec des pays autres que le pays i ,
 ADJ_{ijt} le fait de partager une frontière,
 $LangCom_{ijt}$ le fait que les pays i et j partagent une langue commune,
 $LangEth_{ijt}$ le fait que les pays i et j partagent une langue ethnique,
 $ASEAN_{ijt}$ représente le fait d'appartenir à ce regroupement,
 $Aptchn_{ijt}$ les flux entre la Chine et les autres pays asiatiques,
 $Aptjap_{ijt}$ les flux entre le Japon et les autres pays asiatiques,
 u_{ijt} une erreur de spécification.

L'équation du modèle de gravité retenue reprend en grande majorité les variables, généralement qualifiées, dans la littérature, de « variables naturelles », à savoir la masse économique, la distance économique et la distance géographique. Des variables explicatives qualitatives (frontière commune, langue officielle commune et langue ethnique) sont également intégrées ici afin d'améliorer le pouvoir explicatif de l'équation. L'équation inclut aussi une variable « distance relative », qualifiée dans la littérature d'éloignement ou de *remoteness*. L'introduction de cette variable part de l'hypothèse que les distances relatives entre les pays partenaires influent sur les échanges. En effet, les flux d'échanges bilatéraux peuvent être influencés, non seulement par la distance et la masse économique des deux pays, mais aussi par la distance et la masse économique des autres partenaires commerciaux alternatifs. Deux pays éloignés géographiquement des autres pays commercent, généralement, plus entre eux que deux pays séparés par la même distance absolue et proches géographiquement d'autres marchés (Helliwell, 1998 et Deardorff, 1998). Comme le soulignent Baldwin et Taglioni (2006), cette variable *remoteness* remplit les mêmes objectifs que la variable « résistance commerciale multilatérale » employée par Anderson et Van Wincoop (2003), permettant ainsi d'éviter une surévaluation des variables régionales et un biais dans l'estimation du terme d'erreur.

Les trois dernières variables visent à évaluer quelles sont les relations les plus déterminantes au sein des échanges intra-asiatiques : la variable « ASEAN » mesure l'impact de cette association dans les flux d'Asie Orientale, la variable « Aptchn » évalue l'importance des flux entre la Chine et les autres pays asiatiques¹¹ et « Aptjap », l'importance des flux entre le Japon et les autres

¹⁰ Pour un pays i exportant vers un pays j , la variable, éloignement des partenaires commerciaux alternatifs, est donc définie par la somme des distances moyennes entre le pays i et les autres pays importateurs, divisée par le PIB des pays importateurs, c'est-à-dire, pondéré par la masse économique des autres pays importateurs dans l'économie mondiale. Cette variable se calcule en sommant les distances moyennes entre le pays i et les autres pays exportateurs, divisée par le PIB des pays exportateurs. Le même raisonnement est tenu pour le pays j importateur.

$Rem_{ijt} = \sum_{n, n \neq j} (D_{ni} / Y_{nt})$, $Rem_{jit} = \sum_{n, n \neq i} (D_{nj} / Y_{nt})$. Où D représente la distance entre les pays, Y le PIB.

¹¹ La démarche diffère de celle retenue par Kim (2002), dans la mesure où l'ensemble des relations que la Chine entretient avec les 12 autres pays est ici pris en compte – et pas seulement ses relations avec les 10 membres de l'ASEAN. En effet, les échanges avec la Corée du Sud et le

pays asiatiques. Ce sont des variables muettes avec un codage binaire où 1 désigne la présence de relations entre les pays et 0 l'absence de relations. L'annexe 1 répertorie le nom et les sources des différentes variables utilisées.

La double dimension de nos données (dimension individuelle où les individus diffèrent les uns des autres et dimension temporelle où la situation de chaque individu varie d'une période à l'autre) permet d'utiliser les méthodes d'estimations des données de panel (Sevestre, 2002). Notre échantillon étant cylindré, c'est-à-dire qu'il comporte le même nombre d'observations pour chaque pays sur toute la période étudiée, il est d'autant plus facile de les mettre en place. A l'instar de Polak (1996), Matyas (1997 et 1998), Egger et Pfaffermayr (2003), Cheng et Wall (2004), Gaulier et alii (2004), Pusterla (2006), nous avons décidé d'introduire la technique d'estimation par effets spécifiques, technique qui permet d'évaluer l'importance des déterminants sur les flux commerciaux bilatéraux tout en tenant compte de l'éventuelle spécificité des relations bilatérales qui pourra être une composante fixe ou aléatoire du modèle. Afin de valider l'utilisation de cette spécification, il convient à la fois de confirmer la présence d'effets spécifiques par le test du Multiplicateur de Lagrange (LM) de Breusch-Pagan et de déterminer leur indépendance vis-à-vis des variables explicatives par le test de Hausman. Ce dernier consiste à comparer les résultats de l'estimateur des MCG (Moindres Carrés Généralisés, estimateur du modèle à effets aléatoires) à ceux de l'estimateur Within (estimateur du modèle à effets fixes). L'hypothèse nulle du test de Hausman suppose que l'approche par effets aléatoires est la bonne spécification. Si cette hypothèse est rejetée, nous pouvons conclure que l'approche par les effets aléatoires n'est pas appropriée et qu'il vaut mieux utiliser la méthode par effets fixes (Gujarati, 2004). Ces tests figurent dans les tableaux 5 et 6. Le test du LM montre, pour les deux modalités (flux d'exportations et d'importations), que l'estimation par les effets spécifiques est appropriée : les valeurs calculées sont supérieures à 3,84, au risque de première espèce égal à 5%. Le test d'Hausman met en évidence, par ailleurs, une corrélation entre les variables explicatives et les effets, justifiant ainsi l'utilisation d'un modèle à effets fixes. Toutes les statistiques de ce test calculées sont supérieures à 14,07 – statistique donnée pour une loi du Khi-deux à 7 degrés de liberté au seuil de 5% (cf. Greene, 2005, p. 894).

Les effets spécifiques fixes peuvent être individuels ou temporels. Les effets individuels permettent d'identifier l'effet associé à chaque pays – effet constant dans le temps mais qui varie d'un pays à un autre. Les effets temporels permettent, quant à eux, de tenir compte des changements dans l'environnement, en captant notamment l'influence des fluctuations économiques sur les flux commerciaux.

Etant donné l'importance des variables constantes dans le temps de notre modèle (notamment les variables déterminant les relations Chine-ASEAN+3 et

Japon s'avérant très élevés, il convient de les intégrer pour situer la place de la Chine dans l'ASEAN+3.

Japon-ASEAN+3) et les différents « chocs » économiques qui ont affecté la région (crise japonaise dans les années 1990, la crise asiatique de 1997 et l'éclatement de la bulle Internet en 2001), nous retenons dans notre modèle, à la différence des analyses économétriques généralement menées, seulement les effets fixes temporels. Nous faisons l'hypothèse que les variables constantes introduites dans notre modèle permettent de capter l'essentiel des facteurs invariants sur la période 1985-2005 et propres à chaque pays. L'estimation par des effets spécifiques temporels permet par contre d'éliminer le biais engendré par l'hétérogénéité des comportements des pays dans le temps¹². Le terme erreur du modèle s'écrit alors :

$$\mu_{ijt} = \lambda_t + \varepsilon_{ijt}$$

où l'effet fixe temporel λ_{ij} et le résidu ε_{ij} sont indépendants et identiquement distribués, de moyenne nulle et de variances inconnues respectivement σ^2_λ et σ^2_ε .

La crise de 1997 peut être considérée comme le choc économique ayant le plus fortement affecté les économies de la région. Afin de mettre en évidence l'évolution des comportements des pays asiatiques avant et après crise, le modèle va donc être estimé sur une longue période 1985-2005 et sur deux sous-périodes 1985-1997 et 1998-2005.

Etant donné l'utilisation des données compilées du FMI pour les variables à expliquer (flux d'importations et d'exportations), nous ne pouvons pas déterminer, quand les flux commerciaux bilatéraux ne sont pas répertoriés, si les pays ne commercent pas ensemble ou s'ils échangent trop peu de biens pour que l'information soit comptabilisée ou encore si, tout simplement, l'information est manquante. L'impossibilité de faire la distinction entre un commerce nul ou des valeurs manquantes risque de donner des résultats biaisés, lorsque le phénomène inclut un grand nombre d'observations. Afin de dépasser ce problème de valeurs manquantes, à l'instar de la méthode employée par Eichengreen et Irwin (1998), Bénassy-Quéré et alii (2007)¹³, Pusterla (2006) et par Tayebi et Hortamani (2007), toutes les valeurs manquantes sont considérées comme des valeurs de très petites quantités. Par souci de simplification, ces valeurs sont transformées en valeurs nulles.

Cependant, l'utilisation du logarithme dans l'équation gravitationnelle ne permet pas cette transformation (le logarithme de zéro n'existe pas). Afin de faire face à ce problème et tout en confirmant l'acceptation précédente, à savoir que toutes les informations non disponibles sur les flux commerciaux bilatéraux

¹² Les travaux menés par Ehrmann et alii (2001) sur la politique monétaire de la zone euro ou ceux de Athukorala (2008) sur la place de la Chine en Asie Orientale se concentrent également sur l'estimation des effets fixes temporels.

¹³ Dans leur étude, Bénassy-Quéré et alii (2007) s'intéressent aux déterminants des flux d'IDE. La proportion de zéro étant non négligeable, ils approximent la fonction $\log(\text{IDE})$ par $\log(0,3+\text{IDE})$. Ils n'utilisent pas la valeur 1 car cela compresse substantiellement la distribution des IDE. Ils emploient alors 0,3 qui correspond au premier décile de distribution des valeurs strictement positives.

sont équivalentes à une petite quantité, 1 est alors ajouté aux valeurs des flux d'exportations et d'importations. Le logarithme de cet ensemble est ensuite calculé. En d'autres termes, cela équivaut à avoir comme variable à expliquer $\log(1+X_{ijt})$ ou $\log(1+M_{ijt})$. Cela implique que si M_{ijt} ou $X_{ijt} = 0$, alors $\log(1+M_{ijt})$ ou $\log(1+X_{ijt}) = 0$ car $\log(1) = 0$.

Cette méthodologie évite de perdre trop d'information sur la direction des flux commerciaux¹⁴. En effet, le fait que les échanges entre deux pays soient si infimes qu'ils ne sont pas mentionnés par les institutions comme le FMI, constitue, en soi, une information. Les données non disponibles dans notre base sont, par ailleurs, relativement importantes : 19,8% pour les importations (648 observations sur 3279) et 17,9% pour les exportations (588 observations sur 3279). La non prise en compte de ces données risquerait de biaiser les coefficients des variables sélectionnées. L'Annexe 2 montre par ailleurs qu'aucune colinéarité n'est révélée. Les coefficients des variables incluses dans le modèle ne peuvent donc pas non plus être biaisés par ce problème de spécification.

3.2. Les résultats

Une fois la méthodologie présentée et les différents problèmes de biais de sélection écartés, il convient d'interpréter les résultats obtenus. Les Tableaux 5 et 6 présentent successivement les résultats des estimations pour les flux d'exportations et les flux d'importations par période, afin d'évaluer si, selon le type de flux et la période analysés, les déterminants des échanges évoluent.

L'analyse du Tableau 5 montre que le R^2 , coefficient de détermination, variant entre 0,73 et 0,86, est relativement fort. Une hausse du R^2 est observée indiquant que le modèle explique mieux les flux récents. En d'autres termes, les déterminants prennent mieux en compte les variations des échanges entre les pays est-asiatiques. Sur la période 1998-2005, 86% des flux d'exportations intra-ASEAN+3 sont expliqués par les variables du modèle contre seulement 73% pour la période 1985-1997. L'élévation du niveau de développement de ces pays permet d'avoir des résultats plus conformes aux prédictions du modèle

¹⁴ D'autres méthodes peuvent être utilisées pour faire face à ce problème. La méthode d'estimation de Heckman à deux étapes permet de résoudre ce problème en transformant le problème possible de biais de sélection en un problème de variable omise. Helpman et alii (2005) emploient cette méthode dans leur étude. Ils introduisent ainsi un ratio de Mills comme régresseur dans l'équation gravitationnelle. Ce ratio estime l'importance des flux équivalents à zéro. Il est représenté par une variable muette prenant comme valeur 1 si les flux commerciaux sont différents de zéro, et 0 sinon. Si le coefficient du ratio de Mills est significatif, alors le biais de sélection est confirmé et corrigé. En d'autres termes, cela signifie que la non prise en compte des valeurs non disponibles (ici équivalentes à zéro) biaise l'estimation. La méthodologie utilisée ici permet justement d'introduire ces valeurs. Dans tous les cas (importations et exportations), le ratio de Mills est significatif, confirmant ainsi qu'il existe bien un biais de sélection si les valeurs équivalentes à zéro ne sont pas prises en compte. A l'instar de Gaulier et alii (2004), Bénassy-Quéré et alii (2007) et Coulibaly (2006), ce test de Heckman peut être ainsi perçu comme le contrôle de la robustesse de la méthode retenue.

de gravité, modèle mieux adapté pour analyser les flux des pays développés (Freudenberg et alii, 1998 a et b).

Tableau 5 : Estimation du modèle de gravité sur les exportations intra-ASEAN+3

Variables	1985-2005	1985-1997	1998-2005
Pibi	1,06*** (37,41)	0,96*** (24,88)	1,22*** (31,28)
Pibj	0,95*** (34,15)	0,88*** (23,05)	1,09*** (28,32)
Pibpci	1,09*** (32,95)	1,04*** (23,25)	1,23*** (26,83)
Pibpcj	0,90*** (27,08)	0,95*** (21,20)	0,84*** (18,15)
Dpibpc	-0,21*** (-7,76)	-0,28*** (-7,60)	-0,11*** (-3,20)
Distwces	-0,36*** (-5,34)	-0,22** (-2,39)	-0,57*** (-6,40)
Remi	-0,12 (-1,17)	-0,09 (-0,66)	-0,22 (-1,57)
Remj	-0,16 (-1,54)	-0,29** (-2,09)	0,03 (0,18)
Adj	0,99*** (9,79)	0,87*** (6,17)	1,09*** (8,40)
LangCom	0,67*** (4,79)	0,91*** (4,69)	0,26 (1,40)
LangEth	0,53*** (5,06)	0,69*** (4,75)	0,35*** (2,60)
Biais régional			
ASEAN	0,87*** (7,03)	0,90*** (5,43)	0,85*** (4,98)
APTChn	-0,85*** (-7,45)	-0,55*** (-3,56)	-1,36*** (-8,64)
APTJap	-0,30*** (-2,86)	0,25* (1,72)	-1,08*** (-8,04)
Adjusted R²	0,77	0,73	0,86
F-Statistic	742,41***	358,62***	455,35***
Multiplicateur de Lagrange	9212,09	4069,08	2825,26
Test Hausman (ddl=7)	86,13	67,56	141,44
Observations	3276	2028	1248

Les nombres entre parenthèses représentent la z-statistique (test de Student).

***, **, * représentent respectivement le niveau de significativité à 1%, 5% et 10%.

- Le poids du PIB du pays exportateur et importateur joue de plus en plus dans l'orientation des flux d'exportations des 13 pays. Le coefficient est passé respectivement de 0,96 à 1,22 et de 0,88 à 1,09 entre les périodes 1985-1997 et

1998-2005. Ainsi, une hausse de 1% du PIB des pays exportateurs entraîne une hausse des échanges (il faut garder à l'esprit ici que notre variable à expliquer équivaut $1+Exp$) de plus 1,2% avec les pays importateurs sur la période 1998-2005. Cette hausse est plus que proportionnelle et montre bien que l'augmentation de la taille des économies est-asiatiques influe sur l'orientation des flux commerciaux, résultat compatible avec les résultats attendus des modèles de gravité.

- *Le coefficient attribué par le calcul à la variable PIB par habitant est significatif et positif.* Son poids s'accroît au fil des années pour le pays exportateur. Le coefficient atteint 1,23 sur la période 1998-2005. Ainsi, une hausse de 1% du PIB par habitant du pays i entraîne une hausse des échanges de plus 1,2% avec le pays j . Le niveau de développement des pays exportateurs d'Asie Orientale influe fortement sur leurs échanges. Les pays d'Asie de l'Est étant majoritairement des pays en développement, une hausse de leur niveau de vie influe sur l'offre de biens commerciaux. Le coefficient attribué pour la variable PIB par habitant du pays importateur sur la période 1998-2005 est de moindre ampleur que celui calculé pour la période 1985-1997, montrant ainsi que devant la nécessité d'acheter certains produits de base (denrées alimentaires ou énergies), le niveau de développement des pays d'Asie Orientale influe moins que celui du pays exportateur.

- *La variable $dpibpc_2$, mesurant l'écart de développement économique, a un coefficient significatif et négatif sur toutes les périodes.* Son coefficient diminue néanmoins au fil des années. Il en ressort ainsi que les échanges intra-asiatiques s'appuient sur du commerce intra-branche. Etant donné les caractéristiques de la division régionale du travail est-asiatique, on peut affirmer que ce commerce est de type vertical. Ces pays exportent des biens de la même branche mais différenciés verticalement selon leur niveau de développement. Ce constat tend cependant à s'effacer dans le temps : le coefficient perd en poids. Il s'élève à -0,11 sur la période 1998-2005 contre -0,28 sur la période 1985-1997. Cela peut s'expliquer par l'écart de développement de plus en plus en grand dans la région. Dans les années 80, seul le Japon pouvait être considéré comme un pays développé. Les échanges se faisaient principalement entre pays en développement, c'est-à-dire entre pays de même structure. Les nouveaux pays industrialisés de première génération (NPI1), comme la Corée du Sud et Singapour, se sont par la suite développés, suivis par les nouveaux pays industrialisés de la seconde génération (NPI2), à savoir la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et l'Indonésie, et dernièrement par la Chine. Ainsi trois catégories distinctes de pays apparaissent : les pays développés avec le Japon, la Corée du Sud et Singapour, les pays émergents avec la Chine et les NPI 2 (l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande) et les pays en développement, catégorie qui comprend un pays à revenu intermédiaire faible (le Vietnam) et trois PMA (Pays les Moins Avancés) (le Laos, la Birmanie, le Cambodge). Ainsi le commerce entre ces pays tend à correspondre de plus en plus à un commerce de type Nord/Sud, qui se caractérise par le poids du commerce interbranche, ce qui tend à expliquer la baisse du coefficient $dpibpc_2$.

- *La variable « distance »* connaît une évolution très intéressante. Significatif au seuil de 5% sur la période 1985-1997, son coefficient devient très significatif et plus élevé sur la période 1998-2005. La distance est perçue comme un obstacle au commerce et non comme un élément favorisant les échanges. En effet, l'introduction de la variable distance entre deux partenaires commerciaux tend à justifier l'acceptation notamment soulignée par Krugman (1991) et Summers (1991) qu'une grande partie du commerce intra-régional peut s'expliquer par la proximité géographique des pays de la zone. Il n'est pas surprenant de constater que les pays commercent plus intensivement avec leurs voisins. Du fait de la géographie de la zone (région parsemée d'îles), le commerce s'effectue principalement par bateau¹⁵ ou avion mais non par camion. Ces modes de transport sont plus onéreux, ainsi toute distance supplémentaire entre deux pays peut être un frein aux échanges. Le coefficient attribué à cette variable sur la période 1985-2005 démontre bien son impact négatif : une hausse de la distance séparant deux pays est-asiatiques de 1% entrainera une baisse des flux d'exportations bilatéraux de 0,36%.
- *Les coefficients des variables éloignement Rem_i et Rem_j* sont négatifs et non significatifs, excepté pour le coefficient attribué aux pays importateurs sur la période 1985-1997. Dans ce cas, la variable Rem_j joue dans le sens d'une force répulsive. L'éloignement géographique aux autres marchés alternatifs a un impact négatif sur le sens des flux d'exportations pour les pays importateurs. Ainsi, sur la période 1985-1997, si l'éloignement entre le pays importateur j et les autres partenaires commerciaux alternatifs (c'est-à-dire les autres pays où le pays j peut importer ses biens) augmente de 1%, le commerce entre le pays i et j diminue de 0,29%.
- *Les coefficients concernant la variable Adjacence* sont positifs et significatifs. Ils connaissent une hausse de leur importance et deviennent plus que proportionnels depuis 1998. Ainsi le pays i a 2,7 ($\exp(0,99)$) fois plus de chances d'exporter vers le pays j , pays avec lequel il partage une frontière terrestre, que vers un autre pays avec qui il n'en a pas. La plupart des pays de la région étant constitués d'îles ou possédant des régions infranationales séparées par la mer, le fait de partager une frontière terrestre commune avec un pays partenaire favorise les échanges bilatéraux.
- *La variable « langue commune »* perd son influence, elle devient non significative sur l'orientation des flux d'exportations sur la période 1998-2005. Dès lors que chaque pays possède une langue distinctive, la variable « langue commune » influe peu sur les échanges. Il en va de même pour la variable « langue ethnique » dont le coefficient diminue mais reste significatif au seuil de 1% : les nombreuses diasporas et leur influence dans cette zone expliquent pour partie ce phénomène.
- *L'analyse des variables sous-régionales* permet de montrer que l'ASEAN a un fort impact positif dans les flux d'exportations au sein de l'ASEAN+3.

¹⁵ Pour en savoir plus sur le trafic maritime conteneurisé en Asie Orientale, voir Frémont (2004).

L'importance de ce regroupement (10 pays sur 13) dans l'ASEAN+3 explique ce poids. Entre 1985 et 2005, si deux pays appartiennent à l'ASEAN, ils ont 2,4 ($\exp(0,87)$) fois plus de chance de commercer ensemble. La baisse de son coefficient sur la période 1998-2005 peut s'expliquer par l'impact de la crise sur les membres de cette association. Les grandes économies (Thaïlande, Indonésie, Malaisie) de ce regroupement ayant été fortement affectées, leurs échanges avec les autres membres de l'Association ont diminué. L'impact de la variable ASEAN sur les flux d'exportations s'est donc amoindri.

Les coefficients montrant *l'importance des relations entre la Chine et les douze autres pays est-asiatiques* sont fortement significatifs mais négatifs sur toutes les périodes analysées. Ainsi les relations sino-asiatiques sont moins importantes que « ce qu'elles devraient être », même sur la période la plus récente. Cela confirme bien les hypothèses précédemment avancées : la croissance de la Chine a bénéficié indirectement aux autres pays asiatiques, *via* ses besoins et le faible coût de sa main d'œuvre. Mais son essor et son insertion dans la division du travail n'ont pas entraîné un biais en faveur des relations sino-asiatiques. La Chine n'entretient pas une place plus importante, dans les flux commerciaux, par rapport aux autres pays de la zone.

Les coefficients de la variable *Aptjap* souligne par contre *le rôle central du Japon* dans les relations intra-ASEAN+3 avant 1997, les coefficients de cette variable sont alors significatifs (au seuil de 10%) et positifs. Le Japon a ainsi des liens commerciaux avec les autres pays est-asiatiques, au-delà de ce que montrent les facteurs de « base » du modèle de gravité. De 1985 à 1997, les volumes des flux d'exportations entre le Japon et les 12 autres pays sont près de 1,3 ($\exp(0,25)$) fois plus importants que ceux réalisés entre les autres pays est-asiatiques, une fois les autres variables explicatives contrôlées. Ce poids du Japon peut s'expliquer par son rôle central dans la formation de la division régionale du travail en Asie Orientale.

Seul pays développé dans les années 1980, il fut au centre de l'organisation productive de la région (Figuière, 1997) en exportant vers les autres pays des biens et composants. Les autres pays, une fois les composants assemblés, réexportaient les produits finis vers le Japon et vers les pays tiers développés (comme les Etats-Unis et l'Europe). La crise japonaise et asiatique et le développement des autres économies est-asiatiques diminuent l'importance de cette économie dans les relations intra-ASEAN+3. Le coefficient de la variable *Aptjap* devient nettement négatif depuis 1998. Les relations nippo-asiatiques deviennent ainsi moins importantes que ce qu'elles devraient être, étant donné le poids du Japon dans la région.

A l'instar des coefficients du Tableau 5, les coefficients du Tableau 6 sont pour la plupart fortement significatifs. Le R^2 connaît aussi une hausse au fil des années. Selon les périodes, les variables indépendantes expliquent entre 72 et 85% des variations des flux d'importations. Pour les variables dites naturelles et les variables qualitatives, peu de modifications apparaissent par rapport aux coefficients des flux d'exportations. Les effets « taille » et « richesse »

continuent de peser sur les flux d'importations intra-régionaux. L'impact de la distance sur les flux d'importations augmente dans le temps.

Tableau 6 : Estimations du modèle de gravité sur les importations intra-ASEAN+3

Variables	1985-2005	1985-1997	1998-2005
Pibi	0,97*** (34,30)	0,92*** (23,85)	1,07*** (27,03)
Pibj	1,06*** (37,80)	0,96*** (25,23)	1,21*** (31,26)
Pibpci	0,93*** (27,91)	0,97*** (21,88)	0,86*** (18,64)
Pibpcj	1,06*** (31,70)	1,03*** (22,98)	1,14*** (24,48)
Dpibpc	-0,21*** (-7,66)	-0,29*** (-7,67)	-0,10*** (-2,84)
Distwces	-0,36*** (-5,36)	-0,22** (-2,35)	-0,59*** (-6,50)
Remi	-0,18* (-1,73)	-0,36** (-2,54)	0,07 (0,49)
Remj	-0,21** (-2,06)	-0,21 (-1,44)	-0,27* (-1,91)
Adj	0,95*** (9,32)	0,85*** (6,01)	0,99*** (7,55)
LangCom	0,56*** (3,99)	0,77*** (3,97)	0,19 (1,04)
LangEth	0,55*** (5,21)	0,69*** (4,76)	0,40*** (2,90)
Biais régional			
ASEAN	0,81*** (6,53)	0,89*** (5,35)	0,71*** (4,06)
APTChn	-0,71*** (-6,17)	-0,38** (-2,46)	-1,22*** (-7,71)
APTJap	-0,21** (-1,96)	0,34** (2,27)	-0,97*** (-7,16)
Adjusted R²	0,77	0,72	0,85
F-Statistic	744,44***	361,85***	444,09***
Multiplicateur de Lagrange	9251,71	4035,12	2832,31
Test Hausman (ddl=7)	122,08	116,31	121,84
Observations	3276	2028	1248

Les nombres entre parenthèses représentent la z-statistique (test de Student).

***, **, * représentent respectivement le niveau de significativité à 1%, 5% et 10%.

L'influence de la variable éloignement s'affirme pour les flux d'importations. Elle demeure négative et devient significative pour les pays importateurs, excepté de 1998 à 2005 et pour les pays exportateurs, excepté de 1985 à 1997. La variable langue commune perd de sa significativité et donc de

son influence au fil des années. La variable langue ethnique demeure quant à elle significative et montre ainsi que ce facteur a une influence non négligeable dans les échanges intra-asiatiques. A l'instar de ce qui se passe pour les flux d'exportations, cela renforce l'idée de l'influence économique des communautés ethniques en Asie Orientale.

Concernant les variables montrant le biais sous-régional, peu de changements apparaissent pour les variables ASEAN, Aptchn et Aptjap. La variable ASEAN est toujours fortement significative et positive. Le fait d'appartenir à ce regroupement influence positivement les échanges au sein de la région. La variable Aptchn, représentant les relations que la Chine entretient avec les autres pays de la région, demeure toujours négative et significative sur les périodes analysées. Les relations entre la Chine et les autres pays asiatiques sont toujours moins importantes que ce qu'elles devraient être. De 1985 à 2005, les volumes des flux d'importations entre la Chine et les 12 autres pays sont 2 ($\exp(0,71)$) fois moins importants que ceux réalisés entre les autres pays, une fois les autres variables explicatives contrôlées dont notamment l'effet taille induit par son PIB. Par rapport aux autres pays de la zone, excepté pour le Japon, la Chine ne possède pas une influence plus que proportionnelle dans les flux commerciaux. Les coefficients des flux d'importations sont moins élevés que ceux constatés pour les flux d'exportations. L'extraversion de la Chine et son rôle de plate-forme d'exportation permettent d'expliquer pourquoi les relations entre la Chine et les autres pays asiatiques, par rapport à ce qu'elles devraient être, sont moins prononcées.

A l'instar de ce qui se passe pour les flux d'exportations, les coefficients de la variable Aptjap, représentant les relations que le Japon entretient avec les 12 autres pays, sont positifs et significatifs avant 1997. Ils sont négatifs et significatifs après 1998. De 1985 à 1997, les volumes des flux d'importations entre le Japon et les 12 autres pays sont près de 1,4 ($\exp(0,34)$) fois plus importants que ceux réalisés entre les autres pays est-asiatiques, une fois les autres variables explicatives contrôlées. Les relations entre le Japon et les pays d'Asie Orientale sont ainsi plus importantes que « ce qu'elles devraient être » et confirment le rôle du Japon dans l'organisation productive de la région avant 1997. Les coefficients pour ces flux sont d'ailleurs plus élevés et plus significatifs (au seuil de 5%) que ceux répertoriés pour les flux d'exportations ce qui renforce encore ce résultat.

Cet ensemble de résultats économétriques montre ainsi que malgré son rôle de plate-forme d'exportation, la Chine ne pèse pas plus que son poids « normal » dans les relations commerciales est-asiatiques. Son ouverture a certes modifié la division régionale du travail en Asie de l'Est, mais elle n'a pas impulsé une dynamique propre, lui conférant un rôle central et incontournable dans la région, comme cela a été le cas pour le Japon dans les années 1980. Cette réorganisation régionale peut alors être vue comme la résultante de l'intégration internationale et régionale de la Chine dans l'économie mondiale. En s'ouvrant, elle a seulement pris « sa » place dans la région et dans le monde, une place conforme à la taille et au niveau de développement de son économie.

Mais étant donné son retard technologique et son « immaturité financière », ce « poids » ne lui confère pas pour autant les qualités requises pour jouer le rôle de leader économique en Asie Orientale.

CONCLUSION

La question du leadership économique en Asie Orientale au début du 21^{ème} siècle, se trouve désormais posée dans un cadre très précis. Dix ans après la crise asiatique de 1997, les pays de la zone manifestent en effet leur volonté de pallier la défaillance du système monétaire et financier international (SMFI), en tentant de s'organiser pour générer, au niveau régional, une stabilité en matière de taux de change et de mouvements de capitaux, afin de mettre en place une solidarité dont ils ont cruellement manqué en 1997, faute de mécanismes existants. Tout se passe comme si la région s'organisait pour produire, à l'échelle régionale, un bien public, la stabilité monétaire et financière, afin de suppléer à la faillite du SMFI. La coopération entre les Etats membres constitue, dans ce cadre, le principal moyen de production de ce bien. La Chine a certes, dès lors, un rôle à jouer, mais la thèse qui est défendue ici, est qu'elle est contrainte de partager le premier rôle avec le Japon. En effet, si l'on considère comme Kebedjian (1994), que l'économie est « l'échiquier dominant actuellement », alors la Chine ne possède qu'une partie des critères d'un éventuel leadership régional.

L'analyse rejoint ici les conclusions tirées par Baldwin (2003). Son argumentation en termes de « hub and spoke » (centre et périphérie) appliquée à l'Asie Orientale l'amène à conclure que la Chine et le Japon constituent « les axes des deux roues de la bicyclette asiatique ». Dans le prolongement, Chen (2007) propose un calcul mesurant le « hub-ness » (« centralisation » des échanges) dans la zone. Il en déduit que le Japon et la Chine constituent les deux grands marchés de la région et sont les seuls candidats pouvant se trouver en position de « hub » dans la région.

Cette hypothèse de la constitution d'un « tandem leader » en Asie Orientale, est rendue un peu moins illusoire par le changement d'attitude du Japon vis-à-vis de sa zone d'appartenance depuis la crise de 1997. « *Il y a à peine une décennie, le gouvernement japonais ne portait aucun intérêt aux ALE et, encore moins, à une ou l'autre forme d'intégration régionale pan-asiatique inclusif de l'archipel nippon* » (Boulanger, 2006b, p. 6). Cet auteur considère que la crise de 1997 est très largement responsable du changement d'attitude du Japon : alors qu'il était auparavant un fervent défenseur du multilatéralisme, l'intégration régionale devient le cœur de sa stratégie. Cet intérêt pour le libre échange à l'échelle de la zone est, selon Boulanger, « *indissociable de celui pour la stabilisation monétaire et financière dans la zone* ». « *En laissant tomber l'APEC, le Japon a renoncé à son rôle de courtier pour épouser, pour la première fois depuis 1945, la cause d'une communauté asiatique. Tokyo a choisi son camp, ses partenaires et adversaires commerciaux et il a ainsi avalisé deux facteurs stratégiques pour son avenir : la trilatéralisation (...) de l'économie mondiale, et l'ascension spectaculaire mais très problématique de*

la puissance économique de la Chine » (Boulanger, 2006b, p. 7). Il n'est pas utile de s'attarder ici sur les motivations de ce changement de cap, seule la prise de conscience de l'interdépendance régionale et la nécessité de construire ensemble les moyens de se prémunir contre une nouvelle crise du même type doivent retenir l'attention. Quant à la Chine, elle a choisi dans la crise de se montrer solidaire de ses voisins en ne dévaluant pas et en participant au financement des plans de sauvetage mis en place par le FMI. Elle n'a certes pas marqué un enthousiasme débordant pour le premier projet japonais de Fonds Monétaire Asiatique (FMA), mais elle semble avoir évolué depuis (Amyx, 2005).

Ce scénario « bicéphale » se trouve conforté par le tournant récent dans les relations diplomatiques entre la Chine et le Japon. En effet, du 11 au 13 avril 2007, le chef du gouvernement chinois, Wen Jiabao s'est rendu au Japon en visite officielle, pour la première fois depuis près de sept ans. L'objectif affiché de ce voyage est de mettre en œuvre un « partenariat stratégique » fondé sur les « intérêts mutuels » des deux pays¹⁶. Les dirigeants semblent vouloir se focaliser sur ce qui les rapproche afin de faire progresser leurs relations dans le sens de ce qui pourrait constituer le socle d'un nouvel élan régional.

¹⁶ Voir Le Monde, 12 et 14 avril 2007.

ANNEXE 1
Recensement des noms et sources des variables
utilisées dans le modèle de gravité

Variabes	Définition	Source
Variabes expliquées		
Xij	Exportations bilatérales de i à destination de j	FMI, Direction Trade of Statistics Yearbook
Mij	Importations bilatérales de i en provenance de j	FMI, Direction Trade of Statistics Yearbook
Variabes explicatives		
Pibi	PIB du pays i	World Economic Outlook Database, site FMI ¹⁷
Pibj	PIB du pays j	World Economic Outlook Database, site FMI
Pibpci	PIB par habitant du pays i	World Economic Outlook Database, site FMI
Pibpcj	PIB par habitant du pays j	World Economic Outlook Database, site FMI
Dpibpc	Différence absolue entre le PIB par habitant des pays i et j	Calcul auteur
Distwces	Distance entre les deux capitales, pondérée par leur poids dans la population totale	CEPII ¹⁸
Remi	Distance relative mesurant l'éloignement aux marchés alternatifs	Calcul auteur
Remj	Distance relative mesurant l'éloignement aux marchés alternatifs	Calcul auteur
ADJ	Frontière commune	CEPII
LangCo	Langue officielle commune	CEPII
LangEth	Langue parlée par au moins 9% de la population dans les deux pays	CEPII
ASEAN	Appartenance au regroupement ASEAN	Calcul auteur
Aptchn	Relations entre la Chine et un pays est-asiatique	Calcul auteur
Aptjap	Relations entre le Japon et un pays est-asiatique	Calcul auteur

ANNEXE 2
Détection de la colinéarité

La colinéarité intervient lorsque les variables sont reliées par une relation linéaire. Dans ce cas, il n'est pas possible d'estimer simultanément les effets linéaires des deux variables, il faut nécessairement retirer les covariables redondantes. Cette colinéarité peut être évaluée en calculant le VIF (Variation Inflation Factor). Le VIF étant un facteur permettant de quantifier la colinéarité de façon absolue, il n'existe pas de plafond. Néanmoins, le seuil retenu pour qualifier un coefficient de colinéaire est généralement de 10. D'après la définition du VIF¹⁹, ce niveau de 10 équivaut à obtenir un R² de 0,9 entre les régresseurs concernés. Le Tableau 7 présente les différentes valeurs du VIF pour les trois périodes retenues. Ici nous n'observons aucun VIF supérieur à 10, les variables explicatives ne sont pas colinéaires. Ainsi les estimateurs

¹⁷ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2006/02/data/index.aspx>

¹⁸ Les variables (distance, contiguïté, langue officielle et langue ethnique) proviennent de la base de données du CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales), disponible à l'adresse suivante <http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/distances.htm>.

²⁰ $VIF\beta_j = 1 / (1 - R_j^2)$

conservent toutes leurs propriétés : absence de biais, estimation correcte de leur matrice des variances-covariances, lois de probabilité inchangées (Rys et Vaneecloo, 1998).

Tableau 7 : Détection de la colinéarité des variables, via le calcul du VIF

Variables	1985-2005	1985-1997	1998-2005
Pibi	1,94	2,13	2,84
Pibj	1,93	2,10	2,77
Pibpci	2,15	2,08	1,95
Pibpcj	2,16	2,09	2,01
Dpibpc	2,03	2,23	1,67
Distwces	3,13	3,12	3,23
Remi	2,98	2,71	3,14
Remj	2,88	2,61	3,00
Adj	2,20	1,74	2,16
LangCom	1,74	2,09	1,76
LangEth	2,07	2,27	2,08
<i>Biais régional</i>			
ASEAN	4,61	4,54	5,43
APTChn	2,24	2,25	2,02
APTJap	2,10	2,25	2,44

REFERENCES

- Aglietta M. et Landry Y., 2007, « *La Chine vers la superpuissance* », Economica, Paris.
- Aglietta M. et Berreby L., 2007, « *Désordres dans le capitalisme mondial* », Odile Jacob, Paris.
- Amyx J., 2005, "What motivates Regional Financial Cooperation in East Asia today?" *Asia Pacific Issues*, n° 76, février.
- Anderson J., Van Wincoop E., 2003, "Gravity with Gravitas: a Solution to the Border Puzzle", *American Economic Review*, vol. 93, n° 1.

- Astier F. et Monet H., 2004, « La Chine : un moteur pour l'économie mondiale ? », *Etudes transversales de la Société Générale*, disponible sur le site : http://groupe.socgen.com/html/eco/FR/tele/themes/f_chine_.0204.pdf
- Athukorala P.C., 2008, "China's integration into global production networks and its implications for export-led growth strategy in other countries in the region", *Working Paper*, n° 2008/04, The Australian National University.
- Baldwin R. et Taglioni D., 2006, "Gravity for dummies and dummies for gravity equations", *Discussion Paper*, n°5850, Centre for Economic Policy Research.
- Baldwin R.E., 2003, "The Spoke Trap: hub and spoke bilateralism in East Asia", *CNAEC Research Series*, 04-02.
- Bénassy-Quéré A., Coupet M. et Mayer T., 2007, « Institutional Determinants of Foreign Direct Investment », *World Economy*, 30(5).
- Blancheton B., 2004, « Ouverture commerciale, croissance et développement : malentendus et ambiguïtés des débats », Première journée du développement du GRE, Le concept de développement en débat, Bordeaux, septembre.
- Boisseau du Rocher S. (dir.), 2007, *Asie. Entre pragmatisme et attentisme*, Les Etudes de la Documentation française, Paris.
- Bouissou J., 2007, « Le Japon, 1997-2007 : de la crise au rebond », in Boisseau du Rocher (dir.), *Asie. Entre pragmatisme et attentisme*, La Documentation française, Paris.
- Boulanger E., 2006a, « A la conquête de la Chine, la nouvelle expansion des réseaux de production des kereitsu », in Deblock C. et Regnault H. (dir) *Nord-Sud : la reconnexion périphérique*, Editions Athéna, Montréal.
- Boulanger E., 2006b, « Le Japon et l'appel de Asie », *Cahier de Recherche CEIM, GRIC*, 06-05.
- Catin M. et Van Huffel C., 2004, « Ouverture économique et inégalités régionales de développement en Chine. Le rôle des institutions », *Mondes en développement*, n° 128.
- Chen L., 2007, "A Two-Hub Trading Bloc in East Asia?", in Kim J-K. et Ruffini P-B. (eds.), *Corporate Strategies in the Age of Regional Integration*, Edward Elgar.
- Cheng I-H., Wall H.J., 2004, "Controlling for Heterogeneity in Gravity Models of Trade and Integration", *The Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, vol. 87, n° 1.
- Cosaert P., 1992, « L'intégration économique en cours de l'Asie Orientale », in Carré F., Cosaert P. et alii, *Le Quart nord-ouest du Pacifique*, Dossiers des images économiques du Monde n°14, SEDES.

- Coulibaly S., 2006, « Evaluating the Trade and Welfare Effects of Developing RTAs », *Cahier de Recherches Economiques du Département d'Economie et d'Economie Politique (DEEP)*, Université de Lausanne, Ecole des HEC.
- Deardorff A.V., 1998, "Determinants of Bilateral Trade: Does Gravity Work in a neoclassical world?", in Frankel J.A. (ed.), *The Regionalization of the World Economy*, NBER, University of Chicago Press.
- Deblock C. et Constantin C., 2004, « Le yuan et la nouvelle alliance économique entre les Etats-Unis et la Chine », *Etudes Internationales*, 35(3).
- Deblock C., 2007, « Les Etats-Unis en quête d'une nouvelle stratégie commerciale pour l'Asie », *Cahiers du GRIC*, septembre.
- Egger P., Pfaffermayr M., 2003, "The Proper panel econometric specification of the gravity equation: A three-way model with bilateral interaction effects", *Empirical Economics*, vol. 28.
- Ehrmann M., Gambacorta L., Martinez-Pagès J., Sevestre P. et Worms A., 2001, "Financial Systems and the Role of Banks in Monetary Policy Transmission in the Euro Area", *European Central Bank Working Paper Series*, n°105, December.
- Eichengreen B., Irwin D.A., 1998, "The Role of History in Bilateral Trade Flows" in Frankel J.A. (ed.), *The Regionalization of the World Economy*, NBER, University Chicago Press.
- Figuière C., 1997, "Economic Integration in Eastern Asia: Situation and Perspectives", in Dzever et Jaussaud (Eds.), *Perspectives on Economic Integration and Business Strategies on Asia*, McMillan, Londres.
- Figuière C. et Guilhot L., 2006a, « La Chine, un hégémon régional en Asie Orientale ? » in Shi Y. et Hay F. (dir.), *La Chine : forces et faiblesses d'une économie en expansion*, Presses Universitaires de Rennes.
- Figuière C. et Guilhot L., 2006b, « Caractériser les processus régionaux : les apports d'une approche en termes de coordination », *Mondes en développement*, n° 135.
- Figuière C., Guilhot L. et Simon J-C., 2007, « L'Asie orientale sur la voie d'une "reconnexion régionalisée" ? », Colloque RINOS (Réseau Intégration Nord Sud), Aix-en-Provence, 6 et 7 juillet.
- Figuière C. et Guilhot L., 2007, « Vers une typologie des « processus » régionaux. Le cas de l'Asie orientale », *Revue Tiers Monde*, n° 192.
- Flouzat D., 2005, « Embellie ou « renaissance » de l'économie japonaises ? », *Sociétal*, n° 50.
- Frankel J.A., Wei S-J., 1998, "Regionalization of World Trade and Currencies", in Frankel J.A. (ed.), *The Regionalization of the World Economy*, NBER, University Chicago Press.

- Frémont A., 2004, « Le trafic maritime conteneurisé: ouverture sur le monde et intégration régionale », in Taillard C. (dir.), *Intégrations régionales en Asie Orientale*, Les Indes Savantes, Paris.
- Freudenberg M., Gaulier G., Unal-Kensenci D., 1998a, « La régionalisation du commerce international: une évaluation par les intensités relatives bilatérales », *Document de travail du CEPII*, n° 98-05.
- Freudenberg M., Gaulier G., Unal-Kensenci D., 1998b, « La régionalisation du commerce international », *Economie Internationale*, n° 74.
- Gaulier G., Jean S., Unal-Kesenci D., 2004, “Regionalism and the Regionalisation of International Trade”, *CEPII Working Paper*, n° 2004-16.
- Gaulier G., Lemoine F., Unal-Kesenci D., 2005, “China’s Integration in East Asia: Production Sharing, FDI and High-Tech Trade”, *Working Paper CEPII*, n° 2005-09.
- Gaulier G., Lemoine F. et Unal-Kesenci D., 2006, “China’s Emergence and the Reorganisation of Trade Flows in Asia”, *Working Paper CEPII*, n° 2006-05.
- Gilpin R., 2001, *Global Political Economy. Understanding the international economic order*, Princeton University Press.
- Greene W.H., 2005, *Econométrie*, Pearson Education France, édition française dirigée par Schlachter D. 5^{ème} édition.
- Gujarati D.N., 2004, *Econométrie*, Editions De Boeck, 4^{ème} édition.
- Helliwell J.F., 1998, *How much do National Borders Matter?*, The Brookings Institution.
- Helpman E., Melitz M., Rubinstein M., 2005, “Trading Partners and Trading Volumes », *DEGIT Conference Papers*.
http://www.ifwkiel.de/VRCent/DEGIT/paper/degit_11/C011_022.pdf.
- Hochraich D., 2003, « La Chine, « atelier du monde » », in Bouissou J-M., Hochraich D. et Milelli C. (dir.), *Après la crise. Les économies asiatiques face aux défis de la mondialisation*, Edition Karthala.
- Jugurnath B., Syewart M., Brooks R., 2007, Asia/Pacific Regional Trade Agreements: An empirical study, *Journal of Asian Economics*, n° 18.
- Kébabdjian G., 1994, « *L’Economie mondiale, Enjeux nouveaux, nouvelles théories* », Editions du Seuil.
- Kébabdjian G., 2006, « De l’économie internationale à l’économie politique internationale », Introduction in Berthaud P. et Kébabdjian G. (dir.), *La question politique en économie internationale*, Collection « Recherches », la Découverte.
- Kim H., 2002, “Has Trade Intensity in ASEAN+3 really increased? – Evidence from a gravity analysis”, *KIEP Working Paper*, n° 02-12.

- Kim J-K., Woo J-W., 2007, "Effect of Globalization on Logistics Networks in East Asia", in Kim J-K., Ruffini P-B. (eds.), *Corporate Strategies in the Age of Regional Integration*, Edward Elgar.
- Krugman P., 1991, "The Move toward Free Trade Zones", in Federal Reserve Bank of Kansas City, *Policy Implications of Trade and Currency Zones*, Federal Reserve Bank, Kansas City, p. 7-42.
- Lemoine F. et Unal-Kesenci D., 2002, "China in the International Segmentation of Production Processes", *Working Paper CEPII*, n° 2002-02.
- Matyas L., 1997, "Econometric Specification of the Gravity Model", *The World Economy*, vol. 20, n° 3.
- Matyas L., 1998, "The Gravity Model: Some Econometric Considerations", *The World Economy*, vol. 21, n° 3.
- Mayer T., Zignago S., 2005, "Market Access in global and regional Trade", *CEPII Working Paper*, n° 2005-02, janvier.
- Meyer C., 2006, « Le face-à-face Chine/Japon. Partenaires et rivaux », *Etudes*, 12, tome 405.
- Nicolas F., 2005, « Doit-on craindre le réveil de la Chine ? », *Positions et médias*, vol. 51, n° 30.
- Nicolas F., 2007, « Dix ans après la crise financière : le retour du miracle asiatique », in Boisseau du Rocher (dir.), *Asie. Entre pragmatisme et attentisme*, Les Etudes de la Documentation Française, Paris.
- Polak J.J., 1996, "Is APEC a natural regional trading bloc? A critique of the gravity model of international trade", *The World Economy*, vol. 19, n° 5.
- Pusterla F., 2006, "Regional Integration Agreements: Impact, Geography and Efficiency", *Third CEPII-IBD Conference, The New Regionalism: Progress, Setbacks and Challenges*, Washington, Février.
- Ravenhill J., 2006, "Is China an economic threat to Southeast Asia?", *Australian National University Working Paper*, n° 2006/4, mai.
- Renard M-F., 2004, « La montée en puissance de la Chine dans le commerce mondial : une réussite spectaculaire pour une économie fragile », *Revue d'Economie Financière*, n° 77.
- Rys A., Vaneeckloo N., 1998, *Econométrie. Théorie et Application*, Editions Nathan, Série « Economie », Paris.
- Sevestre P., 2002, *Econométrie des données de panel*, Editions Dunod, Paris.
- Siroën J-M., 2000, « La régionalisation dans l'économie mondiale », Repères n° 288, La Découverte, Paris.
- Soloaga I., Winters L.A., 2001, "Regionalism in the nineties: what effect on trade?", *The North American Journal of Economics and Finance*, vol. 12, n°1.

Summers L., 1991, "Regionalism and the World Trading System", in Federal Reserve Bank of Kansas City, *Policy Implications of Trade and Currency Zones*.

Tayebi S.K., Hortamani A., 2007, "The Impact of Trade Integration on FDI Flows: Evidence from the EU and ASEAN+3", in Kim J-K. et Ruffini P-B. (eds.), *Corporate Strategies in the Age of Regional Integration*, Edward Elgar.

Vanel G., Hoyrup D., 2005, «Le choix du dollar dans les échanges internationaux des pays du Sud-Est asiatique est-il un obstacle à leur intégration régionale ? », *Colloque EMMA-RINOS*, Montréal, 1-3 juin.

Zebregs H., 2004, "Intraregional Trade in Emerging Asia", *IMF Policy Discussion Paper*, avril.

CHINA: THE NEXT ECONOMIC LEADER IN EAST ASIA?

Abstract - Despite China's growing importance in international economic relations, it cannot be considered yet as the economic leader of East Asia. Its dynamism should be relativized by its development level: China remains a country that lags behind its neighbour, Japan, whose role in this area is still considerable. If China has changed the regional division of work by becoming the export platform to third countries, a gravity model analysing the bilateral trade flows of East Asian countries highlights that China's participation in it corresponds at best to its economic size.